

BURUNDI

DES PROBLEMES JURIDIQUES ET FINANCIERS FREINENT LE PROCESSUS ELECTORAL

(Institut Panos Paris / Syfia Grands Lacs) Longtemps retardées par la lourdeur du processus, les élections burundaises devraient se tenir incessamment. Il reste à trouver l'ensemble des fonds nécessaires. La nation ne veut plus attendre.

Sans la promulgation de son code électoral, le Burundi ne peut établir le calendrier des scrutins convenus par l'accord de paix d'Arusha. Sans argent du gouvernement burundais, ce processus électoral est presque entièrement à la charge de la communauté internationale qui débourse prudemment... Autant de problèmes qui ont retardé à plusieurs reprises le démarrage du processus électoral que l'accord d'Arusha entrevoyait début 2003. Néanmoins, depuis la tenue du référendum constitutionnel le 28 février 2005, le processus électoral se met en place lentement mais sûrement.

Le chargé de la communication et de l'éducation civique au sein de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'abbé Astère Kana est autant rassurant que perplexe. Au siège de son institution à Bujumbura, ce colosse jovial révèle que « *le code électoral sort incessamment. L'Assemblée nationale l'a déjà adopté. Le Sénat est en train de l'étudier. La Cour constitutionnelle va s'y prononcer avant que le président de la République le promulgue. Les premiers scrutins peuvent ainsi commencer en mai parce que nous sommes en avril.* » Les élections locales au niveau des collines et communes seront suivies de scrutins législatifs et sénatoriaux. Députés et sénateurs éliront le chef de l'Etat.

Le gouvernement d'union nationale doit fonctionner par consensus pour toute opération. Cette lourdeur administrative a déjà fait reporter à trois reprises l'organisation du référendum constitutionnel.

Vingt-trois millions de dollars

L'abbé Kana reconnaît aussi que la Ceni connaît des difficultés financières. « *Tout l'argent, nous devons le demander aux bailleurs de fonds. Certains bailleurs de fonds ont déjà donné 16 millions sur les 23 millions de dollars américains attendus et d'autres font des promesses. Si l'on attendait de récolter tout l'argent nécessaire pour commencer, on ne commencerait jamais. Il y a des pays qui attendaient que nous ayons commencé pour honorer leurs promesses.* »

La communauté internationale, à travers le PNUD, encourage fortement le processus électoral au Burundi dans l'objectif d'y ramener la paix, rappelle le coordinateur du Projet d'appui du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), M. Ali Salatou. Outre l'appui financier, celle-ci met à la disposition de la Ceni des experts spécialisés dans les élections et l'informatique. Quant au financement, les pays donateurs versent et verseront leurs contributions dans un fonds fiduciaire (trust fund) dont la gestion est confiée à l'Organisation des Nations unies à travers le PNUD. « *Mes services*

viennent entre autres d'informatiser le processus électoral burundais. Ils assistent la Ceni sans conditions ni interférences dans les prises des décisions de cet organe » dit-il.

Pour l'instant, alors que l'échéance approche, les fonds restent insuffisants. « *Le gouvernement burundais n'a pas les moyens financiers pour organiser le processus électoral* », avoue le conseiller au ministère de la Communication, M. Gervais Nibona. Pour l'organisation des scrutins, l'Etat assure le salaire des fonctionnaires et la mise à disposition de ses véhicules.

Les élections sans attendre

Autant d'obstacles qui ont retardé ces élections et n'ont pas été compris des Burundais. Chacun aspire de fait à passer rapidement cette étape qu'il espérait augurer d'une ère nouvelle. Le président de section de l'association des droits de l'homme « Iteka » à Ngozi (à 130 km au nord de Bujumbura), M. Innocent Gahungu réclame ainsi « *l'organisation des élections dans les meilleurs délais pour mettre fin aux chicaneries des politiciens afin d'avoir des dirigeants responsables devant la population* ».

Une agente sociale de la même ville, Mme F.N. souligne aussi l'urgence des élections « *qui vont rassembler ensemble tous les Burundais (traumatisés, déplacés, exilés) dans la paix et les remettre au travail pour le développement de leur pays.* »

Dieudonné Malekera (Journal L'Aurore – RDC)

LE FUTUR PRESIDENT BURUNDAIS DEVRAIT ETRE RASSEMBLEUR ET EXEMPLAIRE

« A la présidentielle, je voterai pour quelqu'un qui n'a pas de penchant ethnique, qui recherche l'intérêt de tous les Burundais sans aucune distinction. Beaucoup de mes compatriotes ont trop souffert des tueries cycliques, des déplacements forcés à l'intérieur et de l'exil à l'étranger. Tous ont maintenant besoin de la paix pour se retrouver ensemble et travailler pour le développement de leur patrie. Je rêve de pareil homme à la tête du Burundi. Je prie ardemment pour que le ciel nous le donne. »

Telle est la profession de Mme F.N qui, à Ngozi le mercredi 6 avril 2005, nous accueillait chaleureusement dans le bureau d'une organisation non gouvernementale internationale. Disposée à nous ouvrir le fond de son cœur, elle requiert néanmoins l'anonymat. Cette intellectuelle constate que l'on tarde dans l'organisation des élections et souhaite les voir se dérouler dans les meilleurs délais. Et cela, pour que l'on puisse punir les gens qui ont commis des crimes, et que les gens propres prennent les rênes du pouvoir.

Pour elle, les criminels sont de toutes les couches sociales. La plupart d'entre eux prétendent avoir usé des armes pour défendre leur ethnie mais cela ne les excuse pas devant une justice impartiale.

Le pays a besoin d'une classe politique nouvelle ou renouvelée. Les prochaines institutions devraient être ainsi animées par des personnes exemplaires et non par des personnes soupçonnables.

La communauté internationale, ajoute-t-elle, doit continuer à accentuer les pressions sur le gouvernement de transition qui doit rompre avec la culture de l'impunité et organiser vite les élections.

Silver Bugingo (Journal Newtimes – Rwanda)

Thérance Ndayiragije (Journal Umuntu Lumière – Burundi)